RENCONTRE WALI-OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES D'ANNABA

Le grand déballage

Purger le monde des affaires des corrupteurs, pousser les structures de l'Etat à mieux appréhender les projets d'investissement et à aider les industriels à s'implanter sur le territoire de la wilaya, écarter définitivement les faux hommes d'affaires et repenser les termes des contrats passés avec les entreprises de construction et les promoteurs immobiliers défaillants, ces préoccupations et bien d'autres ont été notées par M. Mohamed Ghazi, wali d'Annaba.

C'était à l'occasion de la rencontre qu'il a présidée mardi dernier avec les opérateurs économiques de la wilaya. Pour M. Ghazi, Annaba devrait se transformer dans les prochains mois, en un territoire de prédilection des financiers, banquiers et investisseurs nationaux et étrangers. Les problèmes de l'intendance liés aux investissements (gestion du port, aéroport, autoroutes, alimentation en électricité, assainissement, distribution et traitement des eaux, formation professionnelle), ont été abondamment abordés par les opérateurs économiques. Si les chiffres des investissements à réaliser dans la petite et moyenne entreprise ont été évalués à des centaines de milliards de dinars, la création d'emplois est importante.

Le doute exprimé par des opérateurs économiques a été suivi par un grand déballage d'affaires toutes aussi louches les unes que les autres. Elles ont été quelque peu explicitées par des hommes d'affaires et investisseurs tel le gérant de l'unité laminoir de sidérurgie du groupe Attia.

Il a affirmé : «Parce que la Sonelgaz refuse de nous alimenter en énergie, notre projet de laminoir, prêt à l'exploitation et à la création de 400 postes de travail direct, est toujours à l'arrêt. Cela fait plus de 5 mois que cela dure.» Ainsi, après les plaintes de simples abonnés de l'électricité et du gaz, cette société est également citée pour être à l'origine du blocage du développement socioéconomique local. La corruption et la bureaucratie en vigueur dans d'autres administrations de l'Etat ont été citées et soulignées comme facteurs de blocage. Selon des intervenants à cette réunion, ces facteurs sont pour beaucoup dans la mise aux oubliettes d'importants projets d'investissement. La zone d'activité commerciale d'El-Bouni en compte à elle seule trois en souffrance depuis des mois. C'est ce qu'a dénoncé le P-dg de la société Bitume-Est acquéreur d'un terrain privé. Il a affirmé : «Trois importants projets d'investissement, dont le mien, créateurs de richesse et de 800 emplois directs sont bloqués à la ZAC d'El-Bouni. La cause en est la direction de l'urbanisme dont les responsables appliquent la loi à la tête du client. Ainsi, l'autorisation de lotir sur un même terrain est accordée à certains et pas à d'autres.» Interpellée par un promoteur immobilier comme étant la source de problème, de retard dans la réalisation des programmes de logements dans la wilaya, la Direction du logement et des équipements publics (DLEP) a contre-attaqué. Elle a dénoncé une grave affaire d'infraction aux normes d'architecture, d'urbanisme et de construction dont se serait rendu coupable son accusateur. Ce dernier aurait indûment bénéficié des aides financières de l'Etat pour la réalisation du million de logements dans le cadre du programme présidentiel. «Ce promoteur a perçu des aides de l'Etat auxquelles il n'ouvre pas droit.

Les LSP qu'il a livrés à El-Bouni ne sont pas conformes au cahier des charges. Pis encore, il a tenté de nous mettre devant le fait accompli en réalisant dans un total anonymat 14 logements. Ces derniers n'ont jamais été prévus et ne figurent sur aucun plan», accuse publiquement cette directrice. C'est dans le même sens qu'a abondé son homologue des domaines de l'Etat en ce qui concerne les locaux de la Tabacoop. Initialement propriétés du ministre de l'Agriculture et versés aux domaines de l'Etat, ils ont été transformés en locaux commerciaux par des indus occupants. C'est du moins ce qu'a estimé le directeur des Domaines dans son intervention.

«L'affaire est actuellement pendante devant le tribunal», dira-t-il. Les réunions sectorielles que le wali s'est engagé à organiser pour approfondir la réflexion, pourraient-elles apporter des solutions aux problèmes soulevés ? Telle a été la question que beaucoup s'étaient posées à l'issue de cette rencontre, même si le secrétariat général de la wilaya a répondu favorablement quant à une disponibilité foncière sur le territoire de la wilaya.

A. Djabali

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU CEIMI :

«Les importations anarchiques nuisent grandement à la production nationale»

Dans un point de presse tenu par le nouveau président du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja, Aggoun Abdelkader, élu le 3 juillet dernier à la suite de l'assemblée générale élective, celui-ci déplore, de prime abord, le cas des importations anarchiques de produits de qualité douteuse qui, selon lui, nuisent non seulement à la production nationale mais aussi à la consommation quotidienne du citoyen.

Aggoun Abdelkader, lui-même industriel, capitalisant plus de 28 années d'expérience dans la transformation du plastique, reste conscient de la contribution de l'association patronale, qu'il dirige désormais dans la compétition planétaire que suscite l'économie de marché. Pour ce faire, il vient d'installer, dira-t-il, des commissions et autres comités pour mener à bien la mission dont il a la charge. Ainsi, chaque commission, comme celle de la promotion, qui a latitude d'organiser des salons et des foires tant nationales qu'internationales, pour faire valoir le produit CEIMI, ou la commission de formation qui est chargée de prospecter l'offre du marché de la formation, rendra compte de la réalité du terrain pour une meilleure implantation dans la sphère économique.

Dans un autre contexte, le CEIMI vient de créer, apprend-on, le conseil des juniors qui s'ouvre aux jeunes adhérents à ce club patronal, lequel conseil constitue une «force de propositions et d'idées à l'adresse du bureau exécutif».

Selon Fayçal Bouhamed,vice-président du CEIMI, la création de ce conseil s'inscrit dans l'objectif d'encourager les jeunes entrepreneurs à la prise de décision et à leur implication dans l'économie nationale dont l'incidence, dira-t-il, ne peut que se répercuter positivement sur leur rendement. Toutefois, le CEIMI envisage d'élargir son champ d'action par un déploiement sur l'ensemble du territoire national, nous dira Aggoun Abdelkader. Il procédera par étape à la création de bureaux régionaux à l'est, l'ouest et au sud du pays.

Enfin, on apprendra que les objectifs arrêtés par le CEIMI restent «la défense des intérêts matériels et moraux de ses adhérents, de contribuer au développement national, en proposant des solutions de relance à la croissance, d'assurer la représentation de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et des partenaires économiques et sociaux et de favoriser le développement de la sous-traitance et du partenariat national et étranger», entre autres. Pour rappel, le nouveau président du CEIMI a été élu en remplacement d'Abdelkader-Tayeb Ezzraïmi qui a été pendant 10 ans à la tête de ce club de 1998 à 2008, période pour laquelle ce dernier dira : «Le CEIMI a continuellement œuvré pour édifier et reproduire une image faisant valoir, de façon évidente et concrète, ses capacités productives à l'endroit des opérateurs économiques et de tous les partenaires qui participent au développement du secteur de la petite et moyenne entreprise». Abdelkader-Tayeb Ezzraïmi est aujourd'hui vice-président du CEIMI. L'actuel bureau du CEIMI compte énormément sur la solide expérience de ce dernier.

Il convient de souligner que le règlement intérieur de ce club prévoit deux mandats pour le poste de président de cette association patronale.

M. B.

RAYA ALGÉRIE

Changement à la tête de la direction

Un nouveau directeur général vient d'être nommé à la tête de Raya Algérie, distributeur officiel de Nokia, leader mondial de la téléphonie mobile.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - M. Hossam Ezz Eldin arrive en remplacement de M. Sameh El Mallah, qui a occupé ce poste en Algérie pendant près de trois années. Lors d'une conférence de presse organisée hier à Alger, les deux hommes ont tenu à être présents pour répondre aux questions des journalistes sur ce changement. En fait, il s'agit d'un changement ordinaire effectué à la demande de M. Sameh qui veut rejoindre sa famille en Egypte. La stratégie de Raya Algérie reste encore dynamique et l'arrivée d'un nouveau responsable permettra la poursuite des objectifs assignés par cette filiale de Raya, qui, rappelons-le, est la première en Afrique. Raya Egypte reste cependant le distributeur de Nokia dans la région Afrique et Orient.

Dans son allocution, M. Sameh a assuré que Raya Algérie représente l'un des plus grands marchés de la téléphonie mobile, dans toute la région, avec 15 millions de téléphones portables circulant sur le marché. Raya Algérie, à elle seule, a réalisé des ventes importantes qui sont de l'ordre de 0,5 million de téléphones dans toutes les gammes de produits proposés. Le distributeur occupe 30 % des parts du marché, si, bien évidemment, on met de côté les quantités de téléphones vendus sur le marché parallèle. Raya Algérie déclare avoir augmenté de huit fois son chiffre d'affaires en deux ans.

Photo : Samir Sid

Hossam Ezz Eldin, le nouveau DG de Raya Algérie.

S'agissant, par ailleurs des projets de cette filiale pour, notamment, maintenir sa position de force sur le marché, le nouveau responsable de Raya Algérie arrive effectivement avec du concret. Voulant diversifier les activités et les services, Raya en Algérie, M. Hossam Ezz Eldin pense développer le service des centres d'appels (call center), un domaine assez maîtrisé par Raya en Egypte et que le nouveau directeur veut expérimenter en Algérie, selon, bien sûr, les besoins exprimés. Une étude de marché sera d'ailleurs lancée pour identifier ces besoins et pourquoi pas s'associer à d'autres partenaires pour la mise en place de nouveaux services liés à l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Raya Algérie compte également ouvrir de nouveaux points de vente dans plusieurs régions du pays pour l'expansion de son réseau de distribution et de maintenance.

Il reste toutefois que le problème crucial de Raya Algérie est celui de la contrefaçon. La marque Nokia fait face à des produits contrefaits et bon marché, ce qui peut parfois porter préjudice à la véritable marque.

R. M.